Va-t-il faire cogner, finalement ?

écrit par Gilles La Carbona | 30 janvier 2024

Étrange discours du gouvernement par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur sur la colère des agriculteurs : « *Il faut entendre. On ne répond pas à la souffrance en envoyant des CRS.* » C'était là ses premières déclarations. Sur l'instant on s'est pincé.

On s'est demandé si ce gouvernement ne venait pas de retrouver les voies oubliées de l'humanisme, ou s'il était amnésique, ou totalement fourbe ? Le passé lui aurait donc appris quelque chose ? Les Gilets Jaunes mutilés apprécieront, mais il était tout de même étonnant que, face à la menace d'un blocage de la capitale, Darmanin laisse faire.

Que cachait cette bienveillance soudaine ? On en saura donc

plus sur la dite bienveillance de Matignon, mardi soir et mercredi avec la montée prévue, sur Paris, de nombre d'agriculteurs. Imaginons que Macron cette fois n'ait pas dans l'idée de réprimer ce mouvement social dans la violence, ce dont il s'est fait le spécialiste. Taper sur des tracteurs est effectivement plus compliqué que sur une infirmière, ou un retraité. De là à accepter que Paris soit bloqué, il y a une marge. Il nous avait habitués à plus d'anticipation, n'avait-il pas intercepté des centaines de bus et véhicules, pour empêcher l'ampleur des manifestations des Gilets Jaunes ? Il pouvait tout aussi bien entraver les convois des paysans en approche vers Paris. C'eût été périlleux. A-t-il déjà marqué une quelconque empathie pour le peuple de France ? S'est-il une fois soucié de sa popularité au point de renoncer à son « projeeet » ? Non. Ce paradoxe est permanent entre son besoin viscéral de quémander de l'amour et sa faculté à tout mettre en œuvre pour se faire détester.

Souhaitait-t-il rendre le mouvement impopulaire en laissant la capitale être paralysée ? C'était un pari risqué, car il y a une seconde inconnue dans cette équation, sauf à considérer que toutes les variables sont maîtrisées en interne, avec les acteurs concernés, mais en secret. Ce paramètre est l'apathie des autres secteurs observateurs de l'agitation qui ne profitent pas de cette brusque mansuétude, ou détermination des agriculteurs, pour entrer dans la danse. Pourquoi les étudiants, qui ont les plus grandes difficultés à se nourrir et payer leurs études ne les rejoignent-ils pas ? Que dire du corps médical, infirmières urgentistes, totalement exsangues. On pourrait également parler des enseignants qui ne se sont toujours pas mobilisés pour demander la démission de la nouvelle ministre, au motif qu'on ne peut prétendre défendre l'école de la république et en « même temps » scolariser ses enfants dans le privé, sous un prétexte aujourd'hui confirmé comme faux. Le secteur du BTP souffre et se trouve lui aussi sous

le coup de la fin de l’exonération sur le carburant.

Qu’attendent-ils tous pour se rallier au mouvement ? Comment se fait-il que les industriels de l’automobile, dont on sait que la mort du moteur thermique sonnera le glas, restent silencieux et résignés ? Au vu de ce qui se passe en Allemagne avec Mercedes qui ferme toutes ses agences, y compris son siège social, on voit mal comment chez nous, il en sera autrement. La liste serait encore longue pour trouver dans chaque pan de notre économie des secteurs qui souffrent à cause de la politique menée par ce gouvernement qui ne fait que transcrire ce que Bruxelles impose.

On se demande d’ailleurs pourquoi tout ce que Bruxelles impose est mortifère et quel intérêt ont ces dirigeants à tuer la civilisation qui les a faits et qui les nourrit.

On peut se demander également ce que font les syndicats et pourquoi, face à cette aubaine, ils ne prennent pas le train en marche pour exiger un changement fondamental de paradigme ? Il ne resterait à Macron que quelques cartes à jouer. Soit démissionner, soit proposer une série de Référendums. Les sujets ne manquent pas : sortie du marché de l’énergie, le RIC, ou plus radical, le maintien ou non au sein de cette UE qui nous détruit à grande vitesse, avec ses normes et directives de plus en plus insupportables qui ne s’appliquent qu’à l’Europe.

Brûlant thème qui mériterait bien qu’on demande au peuple s’il désire toujours faire allégeance au Politburo Bruxellois? Qui ne se précipiterait pas dans cette brèche pour exiger que nous revenions devant les urnes, seules perspectives pour s’extirper de cette crise sociale, économique et institutionnelle ? Ils ont beau vouloir nous faire croire qu’on décide tout, la réalité est bien que nous suivons ce qu’impose Bruxelles. Si les européistes sont convaincus d’être majoritaires, que craignent-ils ? Ils s’échinent à nous vendre le mirage de l’organisation

européenne comme le lieu ou il faut être, pour vivre dans la prospérité et la paix. L'endroit où l'on jouit d'un progressisme à faire frémir les autres peuples de la planète, d'avancées sociales jamais obtenues ailleurs, bref d'un paradis que le monde entier nous envierait à présent. Grâce à l'UE nous avons la chance de pouvoir accueillir des milliers de migrants chaque jour, de payer une électricité une misère, d'avoir dans nos assiettes des bons produits ayant traversé la moitié de la terre pour arriver jusqu'à nous, de rouler en voiture électrique, en ayant permis à 40 000 enfants du Congo d'avoir un travail, à défaut d'être scolarisés. De bénéficier des meilleurs traitements médicaux grâces aux accords passés dans l'absolue transparence avec les laboratoires étrangers, de pouvoir débattre de tout sans être ostracisés ou censurés… Le bonheur des peuples à l'état pur. Et qui en plus, nous coûte trois plus qu'il ne nous rapporte.

S'ils sont certains de pouvoir prouver cela, le risque n'est pas bien grand pour eux, et de fait ils ne devraient pas avoir peur d'un éventuel FREXIT. Une fois le résultat confirmé, s'il va dans leur sens, nous pourrons à loisir supprimer l'élection présidentielle, qui ne servira plus à rien, et nous conformer docilement aux changements imposés par ces non-élus sur l'ensemble de nos vies. Imaginez, nous serons ainsi heureux bien avant d'avoir été dépossédés définitivement de nos propriétés, devançant dans une joie inégalée le fameux slogan : « vous ne posséderez plus rien et vous serez heureux » du gourou Schwab.

Mais on apprend ce dimanche que le même, qui ne voulait pas répondre à la souffrance par l'envoi des CRS, s'est ravisé. Il entend déployer un dispositif suffisant pour empêcher les paysans de paralyser Rungis, les aéroports et toutes entrées dans Paris. Leurs capacités à parler à tort et à travers sont impressionnantes. Un jour c'est blanc, le lendemain c'est noir. Soit le ministre de l'intérieur est venu devant

les caméras pour nous enfumer, soit il s’est fait rappeler à l’ordre par son patron, qui au passage, a fui à l’étranger, comme toujours dans pareille circonstance. Les défenseurs des travailleurs seraient-ils anesthésiés au point de ne pas voir qu’une concordance des luttes est aujourd’hui possible avec de grandes chances d’aboutir à un résultat positif, ou sont-ils aux ordres du pouvoir, contraints parce que corrompus, de ne faire que ce qui est autorisé sans tenir compte de l’intérêt général des salariés ? Est-ce absurde de se poser la question ?

https://rassemblementdupeuplefrancaiscom.wordpress.com

Gilles La-Carbona : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire